



Mermoz Pyrotechnie
Route de la Stèle, Lot N° SR 12
BP 45435, Dakar-Fann, Sénégal
Tel: 221-869-4686
Fax: 221-824-1567
E-mail: info@trustafrica.org
Website: www.trustafrica.org

Compte rendu de l'Atelier¹ sur le Coût de la Non-Intégration en Afrique

Marrakech, Maroc
18–20 juin 2007

Résumé

Moins de deux semaines avant le soi-disant « Grand Débat » (le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine (UA) tenu à Accra, Ghana), TrustAfrica a tenu ses propres assises à Marrakech, au Maroc, en présence de diverses organisations et personnalités, parmi lesquelles des intellectuels de premier plan, des chefs de file de la société civile, et des acteurs du développement. Etant donné la multiplicité des autres urgences régionales, l'atelier a donné lieu à de vives discussions sur la pertinence ou non, de discuter du coût de la non-intégration de l'Afrique. Dans ses conclusions, l'atelier de TrustAfrica, à l'instar d'autres réunions récemment tenues par des organisations de la société civile (OSC) à travers le continent², a retenu que les actions entreprises en Afrique en faveur de l'intégration régionale et d'un Gouvernement d'Union devraient faire l'objet de consultations et être impulsées par les Africains eux-mêmes ; que la libre circulation et la citoyenneté africaine sont essentielles pour la création d'une Afrique unie. Parmi plusieurs conclusions tirées au terme de trois jours de débat, un large consensus s'est dégagé concernant les sujets ci-après :

- i. Privilégier le passé c'est souvent faire l'impasse sur l'avenir. Dans la plupart des débats sur l'intégration régionale, surtout ceux tenus en amont du Sommet d'Accra, les acteurs

¹ Ce rapport a été écrit aussitôt après le Sommet d'Accra (du 1- au 3 juillet 2007), le Conseil Exécutif simultané des Ministres des Affaires Etrangères et un certain nombre de rencontres de la société civile y affairant telles que la *Conférence pour une Afrique Sans Frontières* (du 5 au 9 juillet 2007 à Durban), lors de laquelle TrustAfrica a patronné un panel (animée par le Docteur Bhekinkosi Moyo) et deux intervenants (le Docteur Omano Edigheji et le Docteur Eddy Maloka) pour discuter de la 'Pratique du Panafricanisme.'

² Environ 11 débats publics dans sept pays ont été tenus entre le 25 mai et le 18 juin 2007. Au moins quatre d'entre eux incluaient la participation des décideurs responsables d'élaboration de politiques, avec le Ministre Sénégalais des Affaires Etrangères participant à la rencontre RADDHO-Oxfam; les ambassadeurs Africains présents au Sénégal participant à la rencontre de TrustAfrica pour les Ambassadeurs Africains; les représentants de gouvernements participant à la rencontre de Nairobi organisé par Oxfam, ActionAid, SOAWR et autres; et les ministres de gouvernements participant à la rencontre de la Coalition de la Société Civile Ghanéenne de l'UA à Kumasi.

ont eu tendance à s'accrocher à des valeurs surannées – à s'accrocher à des méthodes dont l'usage n'est pas toujours justifié dans le contexte actuel.

- ii. L'Etat a un rôle crucial à jouer dans les processus d'intégration. Les participants ont fait remarquer que des Etats faibles ou mal gouvernés font obstacle à l'intégration.
- iii. L'intégration devrait prendre racine d'abord au sein des Etats membres. C'est pourquoi il faut travailler à l'émergence d'un esprit intégrationniste au niveau national, afin de créer un processus d'intégration dans lequel l'Etat et les populations jouent un rôle de premier plan. L'intégration devrait, autant que possible, ratisser large pour que les citoyens comprennent les enjeux avant de s'engager.
- iv. Il y a un fossé énorme entre l'intégration par le sommet et l'intégration par la base, réalisée par et pour le peuple. Il faut y remédier en réconciliant les Etats et leur population. Au plan régional et continental, l'intégration par le haut qui ne progresse que lentement malgré l'armada de normes et autres règlements mis en place pose problème. Cependant, l'intégration sous régionale et continentale à l'échelle des peuples est en marche depuis la nuit des temps. En fait, il y a deux formes d'intégration distinctes et parallèles : l'intégration informelle, qui existe depuis longtemps, et l'intégration officielle qui est à la traîne et, parfois, s'inscrit en faux contre la tendance chez les peuples africains à émigrer et à procéder à des échanges entre eux. Ainsi, il s'agit de voir si les peuples n'ont pas pris les devants sur les Etats.
- v. Pour que l'intégration soit effective, il faudra bien reconnaître l'existence, à juste titre, de plusieurs formes de vie associative qui ont survécu à la prédominance de forces externes.
- vi. L'intégrité territoriale de l'Afrique est une donnée indéniable. Cependant, on ne saurait passer sous silence les tensions nées des thèses incrémentielles, gradualistes et radicales sur l'intégration.
- vii. La diversité est d'une importance capitale pour que l'intégration de l'Afrique soit effective, d'où la nécessité des projets de recherche afin d'évaluer les coûts et avantages de la diversité dans le contexte de l'intégration régionale.

On en est aussi arrivé à des conclusions spécifiques concernant les **coûts politiques** de la non-intégration en Afrique, parmi lesquelles :

- i. En termes de rapports de forces politiques, l'intégration peut servir de rempart contre la main mise d'étrangers sur l'Afrique. Cependant, on ne saurait dire que l'intégration sera fondée sur des valeurs « authentiques et acceptées de tous ». Il y a un besoin réel à revoir les hypothèses qui sont à la base de l'intégration. Comme cela a souvent été dit durant l'atelier, certains pays et dirigeants cherchent à réaliser l'intégration, non pas pour le développement du continent, mais pour leurs intérêts propres. Et puisque certains Etats membres ne considèrent pas l'intégration comme totalement positive, celle-ci peut entraîner des coûts si elle n'est pas bien gérée.
- ii. Même si l'intégration peut être menée d'un point de vue politique, en Afrique il importe de la considérer comme un processus holistique, avec une dimension socioculturelle, politique et économique. L'intégration n'est pas toujours linéaire ; elle se caractérise par des phases de revirements, de décomposition et de recomposition. C'est également un processus à très long terme, un idéal jamais achevé.
- iii. Au plan politique, en plus de l'absence d'échéanciers pour le programme d'intégration, le problème est moins celui de la non-intégration que celui d'une intégration manquée.

Que l'intégration soit considérée comme une forme de régionalisme graduel, incrémentiel ou ouvert, ce sont là des questions qui devraient faire l'objet de nouvelles discussions.

- iv. L'idéologie de l'Etat-nation, doublée de l'absence d'une volonté politique, s'oppose souvent à l'intégration régionale. Cette idéologie se traduit aussi par des idées irrédentistes qui servent de base pour la définition de droits, entraînant expulsions, extrémisme, xénophobie, et l'éclatement du panafricanisme, de la citoyenneté et de l'identité. En tant que préalable à l'intégration effective, le concept de libre circulation des personnes à travers le continent est intimement lié à cet état de fait. Environ 90% des flux migratoires impliquant des Africains s'opèrent au sein de l'Afrique ; cependant, l'émigration est encore perçue comme une entreprise où sont impliqués des citoyens que l'on considère comme des agents économiques, plutôt que des êtres humains tout simplement. Dans ce cas, il convient de mettre l'accent sur l'importance du capital humain dans le cadre de la promotion de l'intégration. Etant donné que les jeunes, par exemple, constituent une très grande proportion de la population africaine, on devrait élaborer des stratégies axées sur le marché du travail et soucieuses de cette réalité.
- v. Ce sont les populations africaines, et non les Etats ou gouvernements, qui font les frais de la non-intégration ou de l'intégration manquée. Par conséquent, il devrait y avoir un consensus au plus haut niveau quant à la nécessité d'un contrat social pour l'agenda de l'intégration.
- vi. En Afrique, la scène politique a été usurpée par des acteurs externes, et les institutions demeurent extrêmement vulnérables. En outre, les complicités actuelles entre les dirigeants africains et les anciennes puissances coloniales font obstacle à l'intégration ; même si des parties de l'élite africaine et la société civile sont partiellement responsables de la lenteur qu'accuse l'intégration. En conséquence, il serait utile de soutenir les acteurs privés, ainsi que les institutions, à l'image des parlements. D'autre part, les processus régionaux devraient être plus populaires. L'émergence de bonnes pratiques en matière de droits humains et de législation (la Cour africaine, le Parlement panafricain, la CEDEAO) montre bien toute l'importance du renforcement de la société civile, ainsi que d'autres formations populaires.

Pour ce qui est des **coûts économiques**, les observations suivantes ont été enregistrées :

- i. Aujourd'hui, l'Afrique connaît deux principales approches à l'intégration économique. L'une, qui remonte à l'OUA et qui est privilégiée par l'UA, met l'accent à la fois sur le développement économique et les populations. L'autre approche, un modèle imposé de l'extérieur et connu sous le nom de « régionalisme ouvert », considère le continent comme un vaste marché animé par des agents économiques. Alors que le premier modèle considère l'intégration comme un moyen pour atteindre l'ultime objectif du bien être et du développement. Le second modèle considère ceux-ci comme résultant des activités économiques. La libre circulation des personnes, qui fait partie intégrante du modèle de l'OUA/UA est battue en brèche par le modèle axé sur le marché, qui veut que la libre circulation des personnes soit basée sur leurs aptitudes à apporter de la valeur ajoutée. Bien qu'étant un élément important de l'intégration pour le développement, la libre circulation risque de créer des îlots de compétences ; aussi bien dans les pays qui ont de grands marchés qu'au sein des petits pays. Ainsi, les petits pays économiquement moins viables vont être perdants.
- ii. De nos jours, c'est le régionalisme qui domine et les Communautés économiques régionales (CER) sont les principaux interlocuteurs de l'Afrique dans le système

commercial mondial. Au moins, 40% des actions entreprises au nom de l'intégration sont financées de l'extérieur, compromettant ainsi l'accès des Africains à la propriété. Il convient de signaler aussi l'existence au plan continental d'une dichotomie entre l'armada de normes et critères abstraits devant mener à l'intégration économique (CEA, Traité d'Abuja, proposition d'un Gouvernement d'Union, etc.) et les progrès réels facilités au plan sous-régional par l'existence des CER (par exemple, la zone franche créée par le Marché Commun pour l'Afrique Orientale et Australe). Le modèle actuel d'intégration régionale n'est pas tellement différent des programmes d'ajustement structurel de la fin des années 80, vu sous l'angle des négociations actuelles entre les CER et l'UE en matière d'accords de partenariat économique, qui ont été critiqués pour avoir restreint l'espace politique des pays africains.

- iii. Les échanges et autres transactions informels transfrontaliers constituent le troisième type d'intégration économique, lequel est peut être le plus développé. Ces échanges de bien et services, ainsi que les relations socioculturelles vont au-delà des échanges formels menés au plan national, sous-régional, et continental.
- iv. Bien que l'intégration économique présente quelques avantages, il n'est pas facile d'en évaluer de manière certaine les coûts et les avantages. C'est pourquoi certains pays africains en craignent l'impact sur leur économie propre. Etant donné que plusieurs pays ont renoncé à leur politique industrielle au détriment de leur capacité manufacturière, ils se trouvent condamnés à mener des échanges axés sur l'exportation de matières premières. Encore une fois, il faut des études approfondies portant sur l'importance de politiques industrielles en Afrique, et leurs impacts sur l'intégration.
- v. L'intégration économique requière une assise financière solide, et il est très important de développer des partenariats public-privé pour pouvoir financer et exécuter les projets d'intégration régionale.

S'agissant des **coûts socioculturels** qu'on a souvent tendance à passer sous silence, les participants ont fait remarquer que :

- i. Une des croyances les plus tenaces veut qu'il n'existe qu'une seule culture dominante en Afrique, alors que la diversité culturelle prend tout son sens en Afrique. Ces cultures ont incontestablement une dimension sociale, politique, et économique, et peuvent être mises à profit dans le cadre de la lutte contre la violence, la xénophobie, et autres tares sociales. C'est pourquoi, les acquis doivent être conservés et développés afin de contribuer à la revitalisation et au repositionnement des cultures africaines.
- ii. Si l'intégration ne prend pas en compte les aspects socioculturels, elle court le risque de ne pas faire long feu. D'où la nécessité de tenir compte de la dimension sociale de l'intégration. Une fois reconnue, la diversité culturelle devrait être utilisée dans le cadre de la création de l'intégration. Les politiciens, les opérateurs économiques et les chercheurs devraient se pencher sur la question.
- iii. Les langues sont également importantes en Afrique. La prédominance continue des langues coloniales constituent un obstacle de taille, et devrait pousser les africains à apprendre leurs propres langues. Au plan socioculturel, la presse écrite, la presse électronique et les maisons d'édition sont autant d'outils importants pour la promotion de l'intégration. En effet, ils peuvent contribuer à la conservation de la mémoire du continent et de son histoire propre.
- iv. Les lois et normes actuelles nationales et internationales devraient être harmonisées afin de protéger la propriété intellectuelle et la biodiversité en Afrique. Les industries de

création également méritent d'être encouragées et développées, en ayant recours aux approches traditionnelles à la médiation pour la création d'une culture de la paix (par exemple, le Projet du Musée Ouest Africain).

- v. L'intégration doit aussi prendre en compte les besoins spécifiques des femmes, qui constituent 50% de la population africaine. D'autre part, les jeunes, les personnes âgées et les personnes défavorisées doivent être pris en compte dans le cadre du développement et de la promotion de l'intégration.

Recommandations :

Les recommandations faites lors de l'atelier relèvent de 3 (trois) domaines : Recherche ; partenariat et coopération ; plaidoyer et communication.

Plusieurs propositions ont fait appel à la **recherche** sur les sujets ci-après :

- (a) La diversité africaine en tant qu'outil d'intégration ;
- (b) La libre circulation en Afrique, hier et aujourd'hui : l'histoire du visa ;
- (c) L'intégration informelle de l'Afrique, y compris l'aspect genre dans les échanges transfrontaliers informels ;
- (d) Les normes et critères à l'échelle continentale et sous régionale : usage et conformité ;
- (e) Evaluation des coûts et avantages politiques, économiques et socioculturels de l'intégration ;
- (f) Nature de la citoyenneté et de l'Etat dans le contexte général de l'intégration ;
- (g) Faisabilité de la mise en œuvre des politiques relatives aux langues panafricaines ;
- (h) Etat des lieux de l'héritage culturel africain, et harmonisation des législations ;
- (i) La société civile africaine, le secteur privé et l'Etat ;
- (j) Construction de l'Etat-nation en Afrique ; et
- (k) L'impact des capitaux sud africains sur le problème de l'intégration

Concernant le **partenariat et la coopération**, les participants ont fait les recommandations suivantes :

- (a) Création d'un processus indépendant de dialogue entre les CER ;
- (b) Renforcement des partenariats public-privé ;
- (c) Création de moyens électroniques et de mécanismes pour un meilleur partage des connaissances en matière d'intégration ;
- (d) Renforcement du rôle des acteurs panafricains indépendants ;
- (e) Renforcement des parlements au niveau national, sous régional, et continental ;
- (f) Création et promotion de fora pour la mise en réseaux et le partage des connaissances entre acteurs africains indépendants ;
- (g) Utilisation de mécanismes, telle la formation offerte par l'IDEP sur l'intégration régionale ;
- (h) Etat des lieux de la culture et de la gouvernance des organismes régionaux ; et
- (i) Valorisation de efforts entrepris ; approche novatrice pour les sujets non encore abordés ; développement de la coopération.

Concernant le **plaidoyer et la communication**, les participants ont suggéré de :

- (a) Soutenir la création de télévisions, radios, et autres médias panafricains et sous régionaux ;
- (b) Créer un Conseil panafricain des arts pour contribuer au renforcement du secteur de la création ;

- (c) Assurer la participation et la concertation entre citoyens sur les projets et initiatives d'intégration ;
- (d) Mobiliser les institutions universitaires et les comités d'experts en vue de renforcer les bases du plaidoyer ;
- (e) Créer un forum sur le modèle du Club de Dakar pour mener une réflexion continue sur les défis liés à l'intégration de l'Afrique ; et
- (f) Organiser un référendum autour de l'idée d'un Gouvernement d'Union ou des Etats-Unis d'Afrique, en vue d'une plus grande participation des citoyens à l'intégration.

Introduction :

Au début de 2007, le Conseil d'Administration de TrustAfrica a exprimé la nécessité de la tenue d'un atelier sur les coûts de la non-intégration en Afrique³. Quasi simultanément, les chefs d'Etat et de Gouvernement tenaient leurs assises à Addis Abéba dans le cadre de la huitième session ordinaire de l'UA. Les participants avaient alors décidé⁴ de se pencher, lors de la neuvième Session à Accra, sur l'idée d'un Gouvernement d'Union, ce qui aurait dû, initialement, être fait lors du septième Sommet de Banjul. Le « Grand Débat », comme on l'appelait, a pris de l'ampleur à l'approche du Sommet. Cependant, il trouve ses origines dans l'OUA et s'identifie plus particulièrement avec des personnalités, comme le Président Kwame Nkrumah du Ghana. C'est ce soubassement historique qui fait apparaître l'intégration africaine sous des couleurs panafricanistes. Les documents concernant la création de l'OUA et de l'UA, (la Charte de l'OUA et l'Acte constitutif de l'UA, entre autres) mettent l'accent sur l'intégration politique en tant que priorité sur le plan continental. Cependant, sur le plan sous régional, des instruments tels le Traité d'Abuja (1991) qui a présidé à la création de la Communauté Economique Africaine, le Plan d'Action de Lagos, et plus récemment le NEPAD, insistent sur la dimension économique de l'intégration.

Depuis les indépendances, l'intégration de l'Afrique a connu 3 (trois) étapes principales. La première fut la création en 1963 de l'OUA par des Etats Africains indépendants. La deuxième étape a été la création d'institutions d'intégration sous régionale à partir de la fin des années 60, (dont la première Communauté de l'Afrique de l'Est en 1967 et la Communauté Economique des Etats Ouest Africains en 1975). La troisième étape, actuellement en cours, a démarré avec la transformation de l'OUA en Union Africaine en 2002. Cependant, il y a eu quelques ratés : la première Communauté d'Afrique de l'Est fut dissoute au lendemain de la guerre entre la Tanzanie et l'Ouganda en 1978-1979 ; l'Union Maghrébine reste inopérante et l'OUA fut près de s'effondrer lors de sa transformation en UA. Même si certains de ces défis restent d'actualité, les progrès n'ont pas manqué, surtout concernant les CER comme la CEDEAO, la SADEC et la Communauté de l'Afrique de l'Est. Même l'UA s'est rapidement attelé à entamer un dialogue sur la possibilité d'un Gouvernement d'Union. Lors du sommet d'Accra qui vient de prendre fin, les chefs d'Etat et de Gouvernement sont tombés d'accord pour :

³ Quelques jours après le Sommet d'Accra, TrustAfrica a appuyé et a participé à un panel sur 'La Pratique du Panafricanisme' lors de la *Conférence pour une Afrique sans Frontières* à Durban (du 6 au 8 juillet 2007). D'une perspective historique, le panel a passé en revue des décisions prises lors du Sommet d'Accra. Le Docteur Eddy Maloka a analysé l'étude du Gouvernement de Coalition et a décrit les facteurs qui ont inhibé sa réussite. En sa qualité de membre de l'équipe technique qui a rédigé l'étude, il a fourni un aperçu sur la dynamique impliquée dans la création des Etats-Unis d'Afrique. Le Docteur Omano Edigheji a présenté en détail la régionalisation dans un contexte de mondialisation.

⁴ Voir Décision Assemblée/UA/Déc.156 (VIII).

- Accélérer l'intégration économique et politique du continent africain, y compris la formation d'un Gouvernement d'Union pour l'Afrique qui, à long terme, déboucherait sur la création des Etats-Unis d'Afrique ;
- Rationaliser et renforcer les CER, et harmoniser leurs activités ; et
- Impliquer les populations africaines, y compris celles de la diaspora, dans les processus visant la formation du Gouvernement d'Union⁵.

C'est dans ce contexte que l'atelier de Marrakech a été organisé. Un large consensus s'est fait autour des efforts d'intégrations de l'Afrique, qui dans leur grande majorité ont été menés par les Etats, avec une très faible participation des populations africaines et des groupements de la société civile. Bien d'autres réunions, tenues avant le Grand Débat à Accra ont aussi mis l'accent sur l'aspect consultatif de l'intégration⁶. L'ignorance des implications de l'intégration ou de la non-intégration de la part d'une grande majorité au sein des populations a permis de justifier assez facilement la tenue et la pertinence de ces assises, en ce sens qu'elles ont été une occasion pour exposer les avantages de l'intégration et les coûts de la non-intégration.

Avant l'atelier, les participants et d'autres personnes ont été sollicités dans le cadre d'une discussion (électronique) sur Internet, pour plancher sur des questions parmi lesquelles :

- Quels sont les coûts économiques, politiques et socioculturels de la non-intégration ?
- Comment la non-intégration affecte-t-elle l'homme de la rue ?
- Comment la non-intégration affecte-t-elle la position de l'Afrique dans les relations internationales ?
- Quels sont les éléments de réussite ou d'échec des divers efforts entrepris à l'échelle régionale ?
- Comment évaluer les coûts de la non-intégration ?

L'atelier reposait sur ces sujets de discussion, mais aussi sur d'autres. On trouvera ci-après un compte rendu des 3 (trois) jours de débats.

'Holding Horses'⁷

M. Fouah Abdelmoumni, citoyen marocain et membre du Conseil d'Administration de TrustAfrica, a souhaité la bienvenue aux participants, avant de souligner le caractère historique de la rencontre et la symbolique des lieux. Avant l'atelier, certains participants avaient remis en cause la décision de le tenir à Marrakech – puisque le Maroc avait quitté l'UA – et avait proposé de l'organiser à Accra, à l'instar du Sommet de l'UA et d'autres rencontres de la société civile.

⁵ Voir la Déclaration d'Accra, faite à Accra, le 3 juillet 2007.

⁶ Ceux-ci incluaient la Rencontre des Ministres des Affaires Etrangères de l'Union Africains /Relations Externes (les 8 et 9 mai, 2007/Zimbali), la Session du Parlement Panafricain (Mai 2007) et les diverses rencontres de la société civiles qui ont eu lieu à travers le continent, incluant le Forum Pré Sommet des OSC de l'UA à Accra (du 19 au 21 juin 2007).

⁷ C'était le titre de la présentation de Gerry Salole, qui a grandement capturé l'ambiance de la conférence. Le Docteur Salole a soutenu que dans les discussions portant sur l'intégration régionale il y a une tendance à se focaliser excessivement sur le passé au détriment de l'avenir, tuant ainsi tout potentiel pour des idées créatrices.

Lors de la session d'ouverture, certains participants ont insisté sur la nécessité de mettre en exergue la pertinence de l'intégration, sa profonde préoccupation pour les intérêts des populations et son caractère historique. Les histoires racontées par Gerry Salole ont été particulièrement émouvantes et elles ont ainsi permis de souligner l'importance de la conservation de la tradition orale. Le thème principal de la session a été : *Holding Horses*, ou *Holding on to Sacred Horses*, qui se rapporte cette tendance à regarder dans le rétroviseur plutôt que devant. *Holding Horses*, c'est l'histoire de deux hommes qui cherchent à éviter que leurs chevaux ne s'emballent en direction de l'artillerie, même si de nos jours la cavalerie n'est plus de mise. De la même manière, on s'en remet aujourd'hui à de nouvelles technologies qui ont remplacé l'équipage pour l'explication des mesures de sécurité dans les avions. Ces exemples illustrent de manière saisissante la façon dont l'intégration affecte les populations africaines. C'est pour dire qu'en parlant de l'intégration, on a trop tendance à « tenir la bride des chevaux » – en s'appesantissant sur les échecs du passé, sans vraiment réfléchir aux possibles réussites à venir.

L'autre histoire qui cadrerait bien avec le thème débattu était relative à la vie de bergers éthiopiens et à une équipe d'anthropologues qui les aidait à « se filmer ». D'après le film, un chef de tribu a passé la majeure partie du temps consacré au tournage sans être impressionné par quoi que ce soit – jusqu'à ce qu'un jour, sur le chemin du retour il passe devant une ferme laitière et est fasciné par une vache qui produisait 18 litres de lait. C'était la seule phase de l'opération qui l'intéressait. En d'autres termes, l'intégration peut être grandiose sans pour autant être pertinent pour les populations. Ce n'est que lorsqu'elle est pertinente qu'elles se l'approprient.

Il convient également de reconnaître l'existence d'institutions qui se sont maintenues, malgré l'existence d'une multitude de forces, à l'image des associations de ressortissants de localités, d'entraide communautaire (la philanthropie traditionnelle) et autres. En d'autres termes, l'intégration devrait procéder à un mélange de tradition et de modernité.

Les participants ont également été encouragés à réfléchir sur trois questions fondamentales :

- Qui étaient-ils et pourquoi participaient-ils à l'atelier ?
- Quels sont les principes de l'intégration africaine ?
- Quels étaient les objectifs de l'atelier, et que devait-on en attendre ?

Akwasi Aidoo, le Directeur administratif de TrustAfrica, a fait remarquer qu'en organisant l'atelier, on a cherché à jouer la carte de la diversité concernant le choix des participants. Il a insisté sur le fait que TrustAfrica cherchait quelque chose de nouveau, même si l'intégration africaine elle-même n'est pas quelque chose de nouveau. Il ajouta qu'en tant que nouvelle organisation en Afrique, TrustAfrica est à la recherche de nouvelles méthodes, face aux problèmes les plus ardues auxquels l'Afrique est confrontée. TrustAfrica se veut un facilitateur, une organisation en mesure de rassembler les gens dans le cadre de l'élaboration de son plan d'action. Ainsi, en préparant cet atelier, TrustAfrica pensait que le fait de considérer les coûts de la non-intégration constitue un nouvel élément du plaidoyer pour l'intégration africaine. Bien que beaucoup ait déjà été fait en partant du principe que l'intégration est une bonne chose, rien n'a été fait pour évaluer les coûts de la non-intégration, surtout au plan national. En outre, pour que l'intégration ait un sens, il faut des preuves irrécusables concernant les coûts de la non-intégration.

Les principes directeurs de l'atelier comprenaient les points suivants :

- L'intégration devrait être complète, holistique, et non partielle (l'intégrité territoriale de l'Afrique n'est pas négociable) ;
- L'intégration devrait être axée sur les populations ;
- L'intégration devrait être un processus spontané, pas un phénomène d'imitation ; elle ne devrait pas être imposée de l'extérieur ou définie en fonction des seuls besoins des occidentaux ;
- L'intégration devrait être menée en fonction de données préalables tangibles ; et
- Pour qu'il y ait une vraie intégration, il est important de préserver la diversité.

Grâce à l'atelier, TrustAfrica espère atteindre les objectifs suivants:

- Trouver les voies et moyens de créer des passerelles entre la recherche, le plaidoyer, l'activisme et les changements politiques;
- Elaborer des mécanismes de coopération et d'actions concertées; et
- Créer des canaux de diffusion des messages.

L'atelier a également permis de dégager les points suivants:

- i. Le débat actuel sur l'intégration, qui a été inscrit dans le cadre de la proposition du Gouvernement d'Union devant déboucher sur les Etats Unis d'Afrique, est un projet ambitieux. La proposition relève d'une initiative des Etats et exclut les peuples africains du projet d'intégration dont ils constituent le maillon manquant. Pour qu'il y ait intégration, on doit compter surtout avec les blocs régionaux et engager un large débat auprès des populations.
- ii. L'intégration doit relever d'une vision a long terme et éviter cette tendance qu'elle avait à se focaliser uniquement sur le passé, ce qu'un des participant a qualifié "d'amalgame de gesticulations statiques"; alors qu'un autre parlait de la nécessité d'"enterrer le passé en attendant la naissance de l'avenir".
- iii. L'intégration devrait être effectuée de façon holistique et débattue dans toute sa complexité: dans ses dimensions économiques, sociales, politiques, culturelles, juridiques, etc. L'écart entre l'intégration par les Etats et l'intégration par les peuples doit être comblé.
- iv. Il faut exclure les opportunistes à travers la mise en place d'alliances globales pour l'Afrique et de passerelles auprès de la diaspora.

Coûts Politiques de la Non-Intégration

La session relative aux Coûts politiques de la non-intégration a planché plus particulièrement sur l'intégration politique. Il a été reconnu que l'intégration fait couler beaucoup d'encre, mais manque souvent de visibilité sur le plan pratique. Les participants ont insisté sur le fait que l'intégration politique ne devrait pas être à l'écart des autres formes d'intégration; car les coûts politiques sont intimement liés aux coûts économiques, sociaux et culturels. Ces coûts se renforcent mutuellement et s'affectent les uns les autres. Les conséquences qui découlent de l'échec politique ont un impact sur l'intégration économique.

Les participants ont estimé que, pour être effective, l'intégration devrait relever d'une vision ou d'un idéal social et politique; d'ou l'importance de faire la distinction entre les idéaux qui sous-tendent le Panafricanisme. En tant que projet social, le Panafricanisme est irréprochable et ne devrait pas être remis en question. Cependant, dans le cadre pratique, il pourrait s'agir moins d'un problème de non-intégration que d'intégration manquée. Celle-ci s'est manifestée à des niveaux d'action réciproque. L'intégration au sein du marché mondial tend à donner dans le

mimétisme, tournant le dos aux réalités du continent. En tant que processus, l'intégration est indissociable de la société humaine. L'histoire de l'expérience humaine est l'histoire d'une intégration incrémentielle. Mais l'Afrique est passée aussi par le chemin tortueux de l'intégration dont la logique se caractérise par des revirements, des phases de décomposition et de recomposition politique, ce qui semble indiquer que le processus est permanent et que l'intégration restera toujours un idéal. L'intégration manquée de l'Afrique dans le système global s'est manifestée de diverses manières. Un de ces coûts concerne l'image combien préoccupante de l'Afrique qui pose problème, un intrus dans le concert des nations. C'est là une source de malaise pour plusieurs générations préoccupées par la personnalité africaine.

Le pessimisme historique ressenti à l'endroit de l'Afrique et l'amertume qu'il a généré ont joué un rôle très important pour la création du panafricanisme. Les convictions ont été fortes, mais la mise en œuvre durant les années d'indépendance était marquée par l'absence d'un concept de citoyenneté à travers les territoires. C'est plutôt à une fragmentation qu'on a assistée. Dans le cadre du débat sur l'intégration, il pourrait donc être utile de commettre une étude sur l'histoire du visa. Des informations anecdotiques concernant son impact montrent que le Maroc, par exemple, n'est pas différent du Nigeria, de l'Afrique du Sud ou de la Tanzanie, etc.

Des concepts relatifs à l'idéologie de l'Etat-nation ont aussi conduit à l'émergence de processus politiques, tel que l'indigénat, qui se sont manifestés à travers la xénophobie, l'extrémisme et le génocide. En d'autres termes, est-ce qu'il importe au citoyen ordinaire de savoir à quel Etat il appartient? Dans le cadre de la lutte pour le panafricanisme, par exemple, le concept d'identité nationale a été brandi dans un sens restreint, plutôt qu'en termes de diversité. Ainsi, le caractère fragmentaire du panafricanisme a entraîné des divisions et des carences démocratiques.

L'Etat africain est le système le plus vulnérable au monde – vulnérable aux chocs extérieurs et aux innovations politiques. La problématique de l'Etat africain doit être au cœur des préoccupations des nouvelles initiatives d'intégration. "Si nous ne parvenons pas à faire marcher l'Etat, nous n'atteindrons pas notre objectif", a déclaré le Professeur Adebayo Olukoshi. Mais ce n'est pas là défendre l'idéologie étatiste. Le processus de l'intégration doit impliquer le peuple. L'histoire a montré que les populations ont toujours traversé les frontières en dépit des barrières (comme en Côte d'Ivoire, au Ghana et ailleurs). Ceci s'oppose au processus d'intégration formelle qui est contraignante.

Les effets de la non-intégration sont fortement ressentis au plan national. L'intégration devrait devenir une priorité à l'échelon régional et continental. Les problèmes de gouvernance jouent un rôle important par rapport à l'intégration, comme par exemple la question relative aux constitutions faibles qui peuvent être facilement manipulées. La crainte liée à la perte de la souveraineté conduit aussi à la restriction de la libre circulation. Un autre problème est la normalisation de l'adhésion à des protocoles et traités internationaux ; les pays africains s'empressent d'adhérer, mais s'arrêtent là. La plupart des pays africains ne trouvent pas l'intégration avantageuse ; en fait, la plupart pensent qu'ils ont plus à perdre qu'à gagner. Il est donc extrêmement important de fournir des preuves tangibles quant aux coûts et avantages de l'intégration.

Il s'agit de voir si l'intégration est une fin en soi ou un moyen pour une fin. Du fait de l'existence de certaines données importantes (une multitude de langues, adhésion de pays à plusieurs CER, la diversité culturelle, etc.) il est difficile d'envisager l'intégration. En outre, il y a lieu de se demander si les forces extérieures permettront à l'Afrique de se prendre en charge. Ou, s'il est possible de jouer la carte de la mondialisation et celle de l'intégration régionale en

même temps. Ou, encore, si les dirigeants africains sont prêts pour l'intégration. Ce sont là des questions qu'il faut se poser.

Au regard des aspects positifs et négatifs (tel que le VIH/SIDA) à l'échelle régionale, l'intégration semble marcher. En outre, concernant les droits humains, les tribunaux internationaux sont performants, alors que les parlements régionaux apparaissent comme des institutions importantes pour le processus d'intégration. Cependant, ces acquis et bien d'autres exigent une base solide de preuves. Et pour que ces acquis soient effectifs une approche gradualiste de l'intégration semble avoir de fortes chances de réussir (comme cela a été finalement reconnu par des dirigeants africains à Accra, pour l'idée d'un Gouvernement d'Union et de la création des Etats Unis d'Afrique).

Les arguments résumés ci-après ont été avancés au cours de la plénière :

- i. La nature de l'Etat Africain est telle que ce dernier est foncièrement faible ; mais l'objet de l'intégration est trop ambitieux. Dans ce cas, il s'agit de trouver le type de régionalisme dont l'Afrique a besoin. Est-ce un régionalisme ouvert ou un régionalisme axé sur le développement (un régionalisme "développemental")? Il semble que les deux sont envisagés en Afrique et exigent de l'Etat qu'il joue un rôle. La SADEC, par exemple a adhéré à une formule développementale qui a fait ses preuves dans une certaine mesure; mais est-ce l'idée d'un Gouvernement qu'il faut pour l'intégration ?
- ii. Le rythme de l'intégration doit faire l'objet d'une analyse régionale. Sur le plan continental, les citoyens s'intègrent de façon graduelle ; sur le plan officiel l'intégration est incrémentielle. Il serait utile de trouver un juste milieu et de travailler au fusionnement des deux.
- iii. Est-ce que l'intégration ne présente pas des risques, sur le plan politique? A ce titre, n'est-il pas susceptible de faire long feu ? Un des participants a mentionné une étude de la CEDEAO qui démontre que les Etats-membres s'opposent à l'intégration. Quelles en sont les implications concernant le projet d'intégration ?
- iv. Les coûts politiques et socio-économiques sont intimement liés. Par exemple, dans certaines régions, bien que trois individus puissent parler la même langue locale, ils pourraient avoir besoin d'un interprète pour la langue coloniale des deux autres, respectivement.
- v. Il existe aussi un lien fort entre la non-intégration et les enjeux militaires/sécuritaires. Lorsque les pays ne sont pas bien intégrés, ils se laissent facilement séduire par des systèmes militaires/sécuritaires, qui sont beaucoup plus subtiles. Ainsi, les citoyens ordinaires en font les frais. En outre, l'intégration s'est surtout faite par la violence, un Etat puissant en absorbant un autre après l'avoir défait. Ceci devrait faire l'objet d'une recherche prospective.
- vi. En plus du rôle de l'Etat pour la réussite du projet d'intégration, on devra aussi raffermir le rôle des acteurs autonomes (les parlements, surtout le Parlement panafricain) et aller dans le sens des efforts de l'UA pour la participation des acteurs privés à ses initiatives.
- vii. La volonté politique est capitale pour qu'il y ait intégration ; cependant, elle demeure un maillon manquant. Les intérêts personnels des dirigeants déterminent la mesure de leur engagement et leur sincérité concernant les initiatives intégrationnistes. Dans certains milieux, des gens ordinaires voient l'intégration comme une menace. Ceci pose la question de la façon dont le problème de l'intégration peut être posé de telle sorte qu'elle profite aux gens ordinaires, tout en étant soutenue par une volonté politique aux plus hauts niveaux.
- viii. Un certain nombre d'acquis ont été enregistrés dans le cadre du processus d'intégration, le Protocole de la CEDEAO sur la libre circulation des personnes étant un

exemple parfait. Cependant, bien qu'existant théoriquement depuis 1978, dans la pratique il n'existe pas de circulation libre effrénée. Ceci est démontré par l'idée largement partagée, qu'il est plus facile de voyager hors d'Afrique qu'au sein du continent. Par conséquent, il importe de démontrer les avantages qui s'attachent à la libre circulation en Afrique de l'Ouest.

- ix. Les concepts d'Etat-nation et de citoyenneté sont devenus indéfendables en Afrique. Il serait intéressant d'étudier, par exemple, le contenu de la notion de citoyenneté au niveau des Grands Lacs.
- x. Le consensus élitaire et le contrat social devraient être considérés comme les deux faces d'une même médaille : s'il n'y a aucun consensus élitaire autour d'une vision et d'une direction pour un peuple, il ne peut pas y avoir de contrat social.

Groupes de Travail

Pour faire avancer les débats sur les coûts politiques, les participants se sont répartis en petits groupes de travail pour plancher sur les cinq questions ci-après :

- Qu'est-ce que l'intégration politique ? Quelle intégration et pour qui ?
- Qui devrait mener l'intégration ?
- Quels sont les principaux coûts de la non-intégration ?
- Comment les citoyens africains peuvent-ils participer à l'intégration ?
- Quelles sont les leçons apprises concernant l'intégration de l'Afrique ?

Qu'est ce qu'est l'intégration politique ? Quelle intégration et pour qui ?

Les participants ont remarqué que la Charte africaine sur les droits de l'homme et des peuples fut ainsi intitulée afin de mettre en exergue l'importance des populations concernant le processus d'intégration. Cependant, le caractère élitiste des efforts déployés jusqu'ici au nom de l'intégration est défavorable à la participation des populations africaines. L'atelier a finalement estimé qu'il n'est pas tellement nécessaire de mettre en place des mécanismes institutionnels d'intégration sans tenir compte des questions fondamentales de représentation et de participation. Les participants ont notés avec tristesse que les processus d'intégration régionaux ont tendance à ne pas tenir compte du fait que les africains ont des besoins et des intérêts.

L'atelier a aussi insisté sur la nécessité de faire une distinction entre l'intégration et la coopération. Dans un certain nombre de domaines, il existe une profonde intégration entre certains pays. Cependant, les Etats tendent à coopérer seulement lorsqu'ils ont des intérêts communs, ce qui est moins que l'intégration. Quelle que soit la définition, l'intégration politique implique la cession de la souveraineté à une plus haute entité panafricaine. Ceci pourrait impliquer le fait de s'en remettre à des organismes supranationaux concernant la gestion des secteurs telles que la santé, l'éducation, la sécurité sociale, etc.

La plupart des Etats rechignent toujours à céder leur souveraineté nationale, et cela risque d'être le cas dans les prochaines années. Par conséquent, certains participants ont soutenu qu'il est inutile de parler d'intégration politique. D'après eux, l'intégration politique devrait et pourrait venir en dernier lieu, après d'autres processus préalables. Sur un plan plus pratique, elle offre un certain nombre de leçons. Ainsi, un participant a indiqué que lorsque Charles de Gaulle a salué Konrad Adenauer, il était en avance sur ses compatriotes et avait adopté une position politique – c'était-là le premier pas vers une union politique. Ce qui manque en Afrique, c'est la vision politique. D'autres participants ont soutenu qu'il

est important de nous tourner vers les principaux enjeux tels que l'éducation et le VIH/SIDA, avant de viser plus haut en parlant d'union politique. La façon dont les branches arabes et africaines de Transparency International ont invoqué la Convention des Nations Unies contre la Corruption et la nécessité d'harmoniser les législations nationales, constitue un exemple de la façon dont nous pouvons trouver les voies et moyens de demander à nos Etats de s'y atteler, en s'appuyant sur des questions brûlantes.

Un autre point important soulevé lors de l'atelier est le fait que l'intégration dont il est question dans toute l'Afrique porte en réalité sur la re-intégration. Il a été reconnu que, de nos jours, l'Etat est un vestige de l'Etat colonial, et qu'il est nécessaire de recréer l'espace communautaire qui a existé avant le colonialisme. Les historiens ont eu du mal à faire face à cette intégration précoloniale de l'Afrique. Les grands empires ont existé avant le colonialisme et permettaient aux gens de circuler librement, tandis qu'aujourd'hui, on exige des visas pour voyager d'un pays à un autre. Durant la période précoloniale, des peuples différents vivaient ensemble en harmonie. De l'avis d'un participant "la peur de la carte" doit être éliminée, car lorsqu'il y a des problèmes, la tendance est de culpabiliser le pays voisin.

Le cas des groupes ethniques vivant à cheval des frontières étatiques doit être vu de manière positive, et non comme une menace. Une recherche sur la peur qui résulte de la présence de l'autre ne pourrait qu'être favorable à cette cause. Ce qui nous intègre le plus tend à être perçu comme une menace. Il s'agira donc de créer des valeurs politiques communes basées sur la citoyenneté, la démocratie et la responsabilité. Avant tout, il devrait y avoir des structures décisionnelles communes. La contradiction entre le discours politique sur l'intégration et sa mise en œuvre effective sur un registre populaire doit être résolue, de telle sorte que les Etats se comportent d'une façon conforme à leur rhétorique. Il devrait y avoir une définition claire, légale, contraignante pour le mot "Intégration".

Qui conduit l'intégration ?

Un large consensus s'est opéré autour de la nécessité d'aller à l'intégration dans les deux sens, de la base vers l'élite et vice versa. Les gouvernements ont été invités à faciliter les échanges transfrontaliers et d'autres approches informelles dans le sens de l'intégration. Le rôle primordial des citoyens et de l'Etat dans l'effectivité de l'intégration a été mis en exergue. En dernière analyse, les dirigeants politiques doivent s'atteler vite à l'émergence de l'intégration, pour combler le retard qu'ils accusent actuellement sur les citoyens qu'ils sont censés diriger. Le paiement des droits de douane de la part du secteur informel qui est très bien organisé au Sénégal constitue un bel exemple de cette approche ascendante de l'intégration. L'Etat devrait les aider à réguler leurs activités. La libre circulation des personnes est importante à cet égard.

Coûts politiques de la non-intégration

Les débats en plénière sur les coûts politiques ont amené les participants à recommander l'usage de calculs économiques pour évaluer les coûts politiques de la non-intégration. Par exemple, les staticiens peuvent utiliser des écarts de prix et des coûts de transport pour estimer les coûts qui s'attachent à la non-intégration avec les Etats voisins, auxquels il faut ajouter le coût élevé des transactions relatives aux conflits et à l'insécurité.

Participation des citoyens africains à l'intégration

L'unanimité s'est faite autour de l'importance de l'utilisation des médias et des technologies de l'information et de la communication, surtout lorsqu'il s'agit de cibler les femmes, les jeunes et les populations des zones rurales afin de démystifier l'idée de l'intégration et instaurer un débat sur les craintes et les enjeux autour des questions comme l'immigration. Il faut de toute

urgence créer un mécanisme qui permette de trouver les bonnes réponses aux questions que pose l'intégration. L'intégration culturelle est aussi importante que l'intégration économique et politique. En fait, la plupart des participants ont estimé que les cultures constituent un des piliers de l'intégration. Par conséquent, les efforts en Afrique devraient être orientés vers la création de nouvelles institutions culturelles panafricaines (des radios et télévisions continentales), ainsi qu'une politique linguistique à l'échelle continentale.

Presque tout le monde est d'accord sur la nécessité d'une intégration des peuples, avec une composante gouvernementale qui ferait intervenir les populations à travers les parlements, les organisations non gouvernementales, la société civile, et d'autres formations à caractère populaire. En même temps, il devrait y avoir des consultations périodiques pour faire remonter l'information.

Les débats ont permis de tirer un certain nombre de leçons, parmi lesquelles on peut noter :

- i. L'absence de concertation entre les CER d'Afrique et l'appartenance de certains pays à plusieurs blocs, ce qui entraîne une duplication sur une grande échelle. Elles doivent être rationalisées et intégrées afin d'éviter toute duplication.
- ii. Le Parlement panafricain n'est pas aussi performant qu'il devrait l'être, en partie parce que ses membres sont nommés au lieu d'être élus. C'est important que les parlementaires soient élus par les africains de manière générale, ce qui doperait l'imagination des gens et les encouragerait à s'intéresser d'avantage à l'intégration.
- iii. Il devrait y avoir un équilibre entre le réalisme et l'idéalisme.
- iv. L'Etat doit être sensibilisé aux besoins des populations aux frontières.
- v. Les capacités des acteurs indépendants et associations panafricains devraient être renforcées.
- vi. Chaque pays devrait effectuer une analyse des coûts et avantages liés à l'intégration. Une étude qui utiliserait différentes approches d'intégration et un questionnaire pour identifier les aspects négatifs et positifs, mais aussi en donner les raisons.

Coûts économiques de la non-intégration

La session sur les coûts économiques de la non-intégration a convenu que la dimension économique est au cœur du projet d'intégration dans sa totalité. Elle a aussi soutenu que la fragmentation du continent résulte en partie de la taille des économies, des frontières artificielles qui ont été érigées, et du fait que la plupart des économies des pays (ou tout au moins 40% de leur PIB) dépendent de l'extérieur. En conséquence, les pays enclavés ont des problèmes, alors même que la voie vers l'intégration n'est pas encore tracée.

Les participants de l'atelier ont fait observer aussi que dans le cadre de l'intégration économique, les populations sont considérées comme une catégorie économique et non comme des citoyens. Le modèle actuel de l'UA, fondé sur le Traité d'Abuja, prévoit une intégration totale qui inclue l'économie transfrontalière informelle. Mais le régionalisme incite les régions à entrer en compétition ouvertement sur la scène internationale, minimisant souvent les aspects sociaux et humains. D'où l'existence d'une approche élitiste qui s'affirme de plus en plus. Le régionalisme ouvert, ou le modèle du marché ouvert, permet aux acteurs privés ou étrangers d'avoir une mainmise sur l'intégration régionale. Le régionalisme ouvert est fortement influencé par l'UE. Les Africains se rendent compte aujourd'hui que ce qu'il fallait faire en plusieurs années en matière d'intégration, requière seulement quelques mois maintenant. Pris individuellement, chaque pays se voit dans l'obligation de signer des accords avec l'UE. Suite à

la pression que l'UE a exercé sur la SADEC et sur le Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe, par exemple, un troisième bloc régional est né (le Bloc de l'Afrique Orientale et Australe), surtout pour traiter avec l'UE. Ce que nous avons aujourd'hui, c'est une vision qui repose sur les valeurs régionales, différente de celle envisagée par l'OUA et l'UA.

Les institutions et idéologies en lice sont derrière ces différents modes d'intégration en Afrique. Le modèle d'intégration OUA/UA, fondé sur le panafricanisme, préconise la construction d'une Afrique de développement total – création de conditions de développement humain, et pas seulement des marchés. Cependant, le modèle d'intégration par le marché met l'accent sur la libre circulation des biens et des capitaux, pas sur celle des personnes. Le modèle original de la Commission Européenne prévoit la libre circulation des biens, des personnes et des services – mais les personnes ne sont pas considérées comme telles, mais plutôt comme une classe économique et ne sont autorisées à bouger que si elles ont une valeur économique.

Il est utile de faire la distinction entre les deux principaux modèles en Afrique, et d'évaluer leurs conséquences sur la participation des citoyens. Le modèle de l'UA, qui a donné naissance aussi aux CER et à des éléments du Traité d'Abuja, donne aux CER un rôle d'intégration socio-économique : mise en place de politiques communes, d'infrastructures, d'énergie, etc. Ce modèle est favorable à l'intégration informelle (à travers l'émigration, les échanges transfrontaliers, etc.) mais doit prévoir la mise en place de mécanismes, d'institutions et de règlements plus performants, et leur offrir des cadres plus favorables. Par exemple, même si la CEDEAO prévoit la libre circulation des personnes, des institutions étatiques corrompues (formelles et informelles) font que cette circulation est tout sauf libre. Le prix à payer pour traverser ces frontières privées oblige beaucoup de voyageurs à prendre des itinéraires difficiles et plus risqués pour éviter de payer.

D'après le modèle dominant (le régionalisme ouvert basé sur le marché), aujourd'hui le développement de l'Afrique est confronté à un défi de compétitivité sur le marché mondial. Ce modèle considère la richesse de l'Afrique en ressources comme allant de soi et recommande de redoubler d'efforts, afin de créer un marché régional donnant naissance à des économies d'échelle pour la libre circulation des biens, des services et des personnes. Si développement il y a, ce sera un acquis supplémentaire. Bien qu'il puisse y avoir des programmes de formation pour le personnel des sociétés, ce qui importe le plus, ce n'est pas de renforcer les capacités des gens, mais de créer de marchés boursiers.

Les CER africaines, créées en tant que blocs de développement, sont de plus en plus fondées sur des approches liées au marché, tels que nous le montrent les Accords de Partenariat Economiques en train d'être négociés auprès de l'UE. Ces accords considèrent les CER comme des représentants de leurs pays membres, et, sauf cas contraire, ces CER probablement céderont leurs droits nationaux à l'UE à perpétuité. L'objectif de l'UE en faisant signer ces accords, sous l'impulsion d'une compétition croissante avec les USA et le Japon, est d'assurer une part de marché pour les biens et services européens dans les sous-régions africaines et, par extension, à travers les pays africains.

Il semblerait que l'Afrique n'a pas tiré de leçons de sa récente histoire en matière d'intégration. L'absence d'industrialisation dans les années 70 est surtout due à des marchés financiers faibles, ce qui a induit des coûts extrêmement élevés pour les africains. Cela explique les efforts des années 80 pour créer des marchés en lieu et place de la première stratégie qui consistait à renforcer les marchés intérieurs. De nos jours, l'objectif principal des activités économiques devrait être d'élever le niveau de vie des populations. L'intégration régionale offre de nouvelles possibilités sur le plan commercial, de grands marchés, une compétition accrue et une

croissance économique. Si elle est bien gérée dans l'intérêt bien compris de l'Afrique, l'intégration devrait en principe, conduire au développement. Dès lors, il est important qu'elle prenne en compte la justice sociale et d'autres aspects connexes dans sa quête d'emprise sur le marché et de capacité de négociation pour les pays africains.

Les participants ont souligné également le fait que la littérature publiée sur l'intégration montre que les pays qui ne commercent pas entre eux ne s'intègrent pas souvent. Ainsi, il est souhaitable que l'intégration soit menée par des pays qui font le commerce entre eux, étant donné qu'ils devraient être à des niveaux de développement similaires, mais avec des bases de ressources différentes et complémentaires.

Le financement de l'intégration a été présenté comme étant d'une importance capitale. En Europe, les coûts qui s'attachent à la mise en place d'infrastructures d'intégration sont assumés par le secteur privé. Est-ce qu'il peut en être de même pour l'Afrique ? Pour ce faire, les gouvernements auront à créer les conditions favorables au développement du secteur privé.

La plénière sur les coûts économiques a soulevé les points saillants suivants:

- i. L'intégration axée sur le marché et celle axée sur le développement ne sont pas nécessairement incompatibles ; elles peuvent se renforcer mutuellement. Mais il y a des conditions qu'il faut remplir pour cela, au nombre desquelles des niveaux de développement industriel similaires, des politiques macroéconomiques semblables, une stabilité politique régionale au niveau macro, des échanges commerciaux intra régionaux importants, des ressources, et la volonté politique de céder certains éléments de souveraineté. La seule différence fondamentale entre les deux c'est le rôle de l'Etat. Les marchés doivent être structurés, si l'intégration régionale doit conduire à une justice sociale.
- ii. Un sous groupe de participants a préféré parler de coopération régionale plutôt que d'intégration. Cette coopération ne pourrait avoir lieu qu'au sein des sous-régions, où il existe des facteurs similaires telles que la production et la proximité pour faciliter la circulation des biens. Ceci pourrait déboucher plutôt sur une coopération à l'échelle continentale.
- iii. L'intégration devrait avoir un sens pour les citoyens ordinaires. Elle devrait transformer les ressources naturelles et le capital humain de l'Afrique dans l'intérêt général des populations. Certes, certains aspects comme la libre circulation des biens et des personnes sont souhaitables, mais cela veut dire que les personnes ne vont que vers les pays riches aux dépens des pays moins bien développés. Il y a des chances pour que les pays qui ne sont pas en mesure de répondre aux attentes de leurs citoyens, soient perdants ; ainsi, les pays-hôtes se sentiront menacés comme le démontrent la tendance xénophobe que l'on note actuellement en Afrique du Sud.
- iv. Les produits peuvent créer une énorme richesse, mais celle-ci doit être redistribuée de façon équitable et efficiente. L'Etat devra jouer un rôle très important dans ce domaine.
- v. Aujourd'hui, en Afrique la tendance est aux investissements étrangers, tournant le dos aux investissements venant du continent même.
- vi. Même si les africains ont les meilleurs traités et conventions, les infrastructures ne sont toujours pas connectées. La précarité des systèmes bancaires africains en est un exemple ;
- vii. Une approche d'intégration axée sur le développement est plus avantageuse pour les africains qu'une approche axée sur le marché.
- viii. Le secteur privé et les acteurs indépendants peuvent jouer un rôle important dans le cadre du projet d'intégration.

Groupes de travail

Les débats sur les coûts économiques se sont prolongés avec la répartition des participants en petits groupes pour plancher sur 3 (trois) thèmes principaux :

- Intégration économique, croissance et développement ;
- Secteur privé, société civile, intégration économique; et
- Financement de l'intégration économique, croissance et développement.

Intégration économique, croissance et développement :

De l'avis des participants, très souvent on a tendance à faire des suppositions, croyant, par exemple, qu'il y aura coopération et partage des ressources. Selon une autre hypothèse les Etats sont démocratiques, ont un projet de justice sociale, et reflètent les intérêts de leurs populations. Ces suppositions devraient être remises en cause, selon les participants. A cet égard, ils ont souligné la nécessité de voir les dotations en ressources comme elles sont, plutôt que telles qu'elles devraient être.

Plusieurs intervenants ont affirmé que la stratégie actuelle reflète des politiques libérales nationales portées ensuite au plan régional et panafricain. Ils ont également tiré la sonnette d'alarme pour que les problèmes nationaux ne soient pas répliqués au plan régional.

D'autres interventions connexes faisaient remarquer que, jusqu'à une date récente, l'accent avait été mis sur les biens et les capitaux, et non sur les personnes. Sans capital humain, il ne peut y avoir de développement économique. D'autre part, il est aussi important d'améliorer les infrastructures, ainsi que l'accès à l'éducation et l'emploi productif.

Les participants ont préconisé l'adoption d'un modèle de développement axé sur les populations, et proposé que des études soient faites sur les hypothèses de croissance qui sous-tendent les politiques de développement d'aujourd'hui. Il faut aller au-delà de la dichotomie marché-Etat vers un processus impliquant essentiellement les populations. Les participants ont également invité les responsables africains à se dissocier des programmes habituels d'ajustement structurel et modes d'assistance qui perpétuent le déséquilibre entre les importations et les exportations.

Secteur privé, société civile et intégration

Les participants ont estimé que le projet d'intégration continental actuel considère le marché comme une fin. Et puisque les marchés n'ont aucune fonction de redistribution, l'Etat doit intervenir pour orienter les politiques et veiller à ce que l'intégration économique permette d'améliorer le bien être des populations. Bien que l'intégration économique soit un catalyseur de la croissance économique et bien qu'elle permette d'améliorer la production et de contribuer à l'avènement de processus d'industrialisation (industries naissantes), il faut reconnaître qu'implicitement ces processus apportent des dividendes sociaux, surtout au profit des plus démunis, d'une manière que les Etats agissant seuls ne peuvent pas offrir. Le contexte macroéconomique devrait également prendre en considération les besoins locaux.

Certains participants sont fortement convaincus qu'on ne devrait pas insister outre mesure sur l'Etat aux dépens des populations. Toute option de développement requière la création de moyens et de mécanismes permettant la participation active des populations dont on prendra également en compte les désidératas. Dans beaucoup de pays africains, la période post indépendance a vu la démobilisation des sociétés civiles, tandis que les gouvernements se sont évertués à affaiblir ce qui restait de la société civile.

Financement de l'intégration économique, de la croissance, et du développement :

Les participants ont noté que la zone Franc CFA de l'Afrique Occidentale est soutenue par le gouvernement français et l'Euro. C'est ainsi que les pays de cette zone sont confrontés à des difficultés causées par un Euro fort, surtout lorsqu'il s'agit d'exportations. En Afrique francophone, les politiques bancaires ne sont pas favorables aux économies locales, au contraire, elles soutiennent des projets qui faussent les relations commerciales avec l'Europe.

Même si les participants n'ont pas fait des reproches au secteur privé, ils ont insisté sur la nécessité de prendre des mesures pour qu'il contribue au processus d'intégration. Ils ont exigé un cadre réglementaire pour veiller à ce que le secteur privé et les sociétés internationales contribuent au développement de l'Afrique. Les participants ont également proposé que les pays puissent émettre des obligations afin de participer au financement des efforts d'intégration. Cependant, ils ont remarqué que la plupart des Etats africains n'ont pas la caution nécessaire qui leur permet de mobiliser des fonds sur le marché. Il a aussi été suggéré de recourir aux joints ventures. A cet égard, certains participants ont déploré le fait que la plupart des entrepreneurs ne pensent pas aux joints ventures entre différentes régions, par exemple dans la transformation et la production. Les chemins de fer et les centrales électriques font partie de plusieurs types d'infrastructure qu'on peut créer conjointement. La Banque Africaine de Développement (BAD) pourrait être une source de financement importante pour l'intégration. Le secteur informel pourrait aussi générer une quantité considérable de ressources à des fins d'intégration. Néanmoins, les participants se sont inquiétés du défi que représente la formalisation du secteur informel sans compromettre ses valeurs et ses dogmes.

Coûts socioculturels de la non-intégration :

Une autre session plénière a été consacrée aux aspects socioculturels des coûts de la non-intégration. Un participant a soumis une étude sur les dimensions du problème genre, essayant de placer les débats dans le cadre politique des processus actuels d'intégration régionale. Deux autres présentations ont porté, sans entrer dans les détails, sur le soubassement culturel de l'intégration et les conséquences de l'exclusion virtuelle de la culture des projets de développement.

La présentation relative à la dimension genre de l'intégration a montré que l'Afrique se dirige actuellement vers l'intégration économique et politique. Même si ceci est à noter à l'échelle mondiale, ce phénomène n'est pas toujours compris de la même manière partout, d'où la diversité des pratiques ; il est clair que les dirigeants africains privilégient l'intégration régionale. Cependant, les efforts entrepris dans ce sens sont faits aux dépens des populations et des politiques sociales. Que ce soit au niveau sous régional ou national les traités et protocoles ne sont pas mis en œuvre. En d'autres termes, l'approche actuelle à l'intégration est en porte-à-faux avec les réalités socioculturelles et historiques de plusieurs contextes africains. Ceci pose un problème de gouvernance : qui participe à la définition de l'intégration régionale, et qui est susceptible d'en tirer profit ?

L'intégration régionale devrait permettre de s'atteler aux défis que représentent le VIH/ Sida, la pauvreté, les droits humains et d'autres problématiques en Afrique. C'est-à-dire qu'elle devrait tenir compte des dimensions sociales de l'intégration économique et politique. L'approche actuelle n'est pas axée sur le développement social, et donc minimise les aspects liés à la politique sociale et à la parité, surtout la parité en matière de genre. En outre, les systèmes de gouvernement régionaux sont encore dominés par des modèles patriarcaux. Pendant trop longtemps, en Afrique, l'intégration régionale a été l'affaire des seuls gouvernements, et la participation des femmes a été très faible. Ainsi, il y a lieu de se poser quelques questions :

l'intégration régionale peut-elle contribuer à l'élimination de ces obstacles ? Les femmes tirent-elles un quelconque avantage de l'intégration ?

Une analyse genre des coûts de la non-intégration devrait aussi révéler quelques coûts cachés, dont la plupart sont associés à des problèmes d'équité, d'autonomisation des femmes et d'inégalités basées sur le sexe. Si ces coûts cachés ne sont pas pris en compte, ils peuvent compromettre la mise en œuvre de l'intégration. Comme nous le montre la littérature sur la question, les femmes paient le prix fort, contrairement aux hommes. Dans la plupart des cas, l'intégration a un coût plus élevé pour les femmes en matière de « charge horaire » et de travail non payé pour la reproduction sociale. L'intégration régionale peut facilement accélérer l'expansion du VIH/Sida en favorisant la mobilité des populations, surtout les travailleurs itinérants et les commerçants transfrontaliers. Il y a aussi des coûts associés à la non-intégration. Si la tendance actuelle se maintient et que les échanges privilégient l'Europe, la féminisation de la pauvreté risque de s'intensifier du fait que les importations subventionnées écartent davantage les commerçantes des segments de marché disponibles.

Les deux autres présentations ont mis l'accent sur l'importance de la culture comme base d'intégration, soutenant que les problèmes de race, de religion, de sexe et de culture font écho à différentes perspectives concernant l'intégration. Les intervenants ont aussi invité les africains à se servir de la diversité comme outil d'intégration pour le continent. Un appel a été lancé pour protéger et promouvoir les héritages pour revitaliser et repositionner les cultures africaines. L'un d'eux a beaucoup insisté sur le travail qui est en train d'être fait par le Président sud africain pour la renaissance des manuscrits de Tombouctou au Mali. Ce travail est salué pour la nouvelle vigueur qu'il apporte aux cultures africaines. Ces manuscrits contiennent des mécanismes de gestion des conflits, de maintien de la paix et autres sujets sur la citoyenneté et l'identité. Des participants en ont appelé à des projets de recherche sur des modes de connaissances traditionnelles en Afrique, sur les industries de création et sur l'interface entre la bonne gouvernance et la paix. Ils ont aussi recommandé des activités qui permettraient de valoriser une approche culturelle à l'intégration. Ces activités comprennent des programmes d'échange pour les jeunes, le jumelage de villes, le développement des secteurs de l'éducation et de la santé, la conservation des héritages africains, et la protection de droits d'auteur des produits africains dans tous les domaines.

Groupes de travail :

Les participants se sont de nouveau répartis en petits groupes de travail pour voir comment les problèmes socioculturels pourraient être intégrés à l'agenda de l'intégration et pour identifier les éléments d'un plan d'action socioculturel, les normes existantes, et les standards pour protéger et promouvoir l'intégration socioculturelle.

Les participants ont exprimé leur profonde conviction que les langues constituent un outil d'une très grande importance, et que les africains doivent avoir la possibilité d'apprendre leurs propres langues, ainsi que d'autres langues africaines sur le continent. Tout le monde s'est accordé à dire que les langues coloniales ont été privilégiées en Afrique au détriment des langues locales. Les intervenants ont suggéré de mettre en place des mécanismes de plaidoyer pour la mise en œuvre de toutes les prises de position politiques et les déclarations de politiques, ainsi que les normes, concernant les langues. Un accent particulier a été mis sur la capacité des programmes scolaires à contribuer à la problématique des langues. Pour promouvoir l'étude de la littérature africaine, les participants ont estimé que les livres devraient être traduits dans les langues africaines pour en faciliter l'accès. Tous ces mécanismes, à l'instar d'autres, aideraient à aborder la question des identités africaines.

Les médias panafricains (Radio et TV) également méritent d'être soutenus en tant que facteurs clefs dans le cadre de l'intégration culturelle. Les participants s'accordent à dire que les producteurs de TV devraient être encouragés à la collaboration face aux obstacles d'ordre culturel. Il faut noter aussi que l'UA a publié une annonce pour le recrutement d'un chef d'équipe et d'un expert technique en vue d'un projet d'étude relatif à la création d'un réseau de radio/télévision panafricain⁸.

L'inquiétude manifestée par beaucoup de participants concernant la perte de la mémoire institutionnelle en Afrique peut être atténuée en mettant en exergue l'expérience africaine. Les canaux actuels offrent d'innombrables possibilités, à l'image de l'industrie vidéographique nigériane de « Nollywood ». Les participants encouragent les chercheurs à s'intéresser à ce créneau, surtout autour de la question de la diversité des cultures africaines. Ils ont aussi estimé que les dialogues intergénérationnels pourraient largement contribuer à la promotion de la recherche participative. Ils ont suggéré de créer un Conseil panafricain des Arts en vue de promouvoir le riche patrimoine de l'Afrique. Ils ont estimé qu'avant tout, les publications de l'UNESCO devraient être disponibles au niveau des bibliothèques.

Conclusion :

En guise de conclusion, l'atelier a organisé un débat sur la proposition de Gouvernement d'Union soumise lors du Sommet de l'UA à Accra. Les différents modèles et écoles de pensée ont été présentés et débattus de long en large. Les participants ont aussi insisté sur l'importance capitale de la participation populaire dans le cadre des processus d'intégration régionale, que ce soit de façon graduelle, incrémentielle ou radicale, qu'il s'agisse des Etats-Unis d'Afrique, d'un Gouvernement d'Union, ou de l'Union des Etats africains, le projet n'aura aucune légitimité s'il n'est pas fondé sur la concertation et la volonté des peuples.

L'on a pu se rendre compte que même si plusieurs recommandations ont été faites au cours de l'atelier, d'autres domaines méritent également une attention plus soutenue. Ainsi, lors des prochains ateliers, TrustAfrica devrait accorder la priorité à certains problèmes qui n'ont pas été pris en compte :

- i. L'articulation armée – sécurité – intégration,
- ii. Citoyenneté, identité, et intégration,
- iii. Leadership et intégration,
- iv. Coûts empiriques de la non-intégration,
- v. Résorption du gap entre recherche, politique et plaidoyer,
- vi. Intégration par la base par opposition à Intégration par le sommet,
- vii. Appropriation et réappropriation du panafricanisme des agendas léthargiques,
- viii. Evaluation des progrès liés à l'intégration,
- ix. Les échanges et l'intégration en Afrique,
- x. Les institutions africaines d'enseignement supérieur, et
- xi. L'Intégration régionale et ses conséquences sociales.

⁸ Voir le Communiqué : 'Chef d'Équipe ou Expert Technique pour un Projet d'Étude sur l'établissement d'une Radio Panafricaine et d'une chaîne de Télévision,' de l'Union Africaine (www.africa-union.org).

Liste des participants

M. George Ngwane, Africaphonie, Cameroun
M. Akere Muna, Union des Avocats Panafricains/Transparency International, Cameroun
Amb. Ahmed Hagaag, African Society of Egypt, Egypte
Dr. Boureima T. Diamitani, Programme des Musées de l'Afrique de l'Ouest, Sénégal
Prof. Amin Aloysius, Institut pour le Développement Économique et la Planification/UNECA
(Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique), Sénégal/France
Mme. Lebohang Pheko, Genre et Réseau Commercial en Afrique, Afrique du Sud
M. Mbuyamba Lupwishi, Observatory of Cultural Practices in Africa, Mozambique/DRC
Dr. Garth Le Pere, Institut pour le Dialogue Mondial, Afrique du Sud
Mme. Zo Randriamaro, UNIFEM (Fonds de Développement des Nations Unies pour la
Femme), Sénégal
M. Yao Graham, Third World Network–Africa, Ghana
M. Babacar Ndiaye, Membre du Forum Afrique, Sénégal
Prof. Boubakar Barry, Université Cheikh Anta Diop, Sénégal
M. Adebayo Olukoshi, CODESRIA (Conseil pour le Développement de la Recherche
Economique et Sociale en Afrique), Sénégal
M. Martial Akakpo, Secteur privé, Togo
M. Neville Gabriel, Southern Africa Trust, Afrique du Sud
Dr. Thembinkosi Mhlongo, Southern Africa Trust, Afrique du Sud
Mme. Moipore Ramalto, Le Fonds Nelson Mandela pour les Enfants, Afrique du Sud
M. Ezra Mbogori, MWENGO, Zimbabwe
M. Peter K.A. da Costa, Consultant, UK
Mme. Aseghedech Ghirmazion, Consultant, Kenya
Mme. Bisi Adeleye-Fayemi, Fonds pour le Développement de la Femme Africaine, Ghana
Dr. Chris Landsberg, Centre d'Études Politiques, Afrique du Sud
Mme. Carrie Marias, UNESCO, Sénégal
Mme. Nicole Génereux, Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI),
Sénégal

TrustAfrica board and staff

Dr. Gerry Salole, European Foundation Centre, Belgique
Mme. Akwe Amosu, Open Society Institute, Etats-Unis d'Amérique
Dr. Akwasi Aidoo, TrustAfrica, Sénégal
M. Fouad Abdelmoumni, Al Amana, Maroc
Dr. Bahru Zewde, Forum for Social Studies, Ethiopie
Mme. Chantal Uwimana, TrustAfrica, Directrice des Programmes, Sénégal
Dr. Bheki Moyo, TrustAfrica, Sénégal
Mme. Jeanne Elone, TrustAfrica, Sénégal
M. Emmanuel Buringuriza, TrustAfrica, Sénégal
Mme. Adama Kouyate, TrustAfrica, Sénégal